

ASSOCIATION DU CENTRE DES MONEDIERES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

6 avenue Léon Vacher
19260 TREIGNAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'« ASSOCIATION DU CENTRE DES MONEDIERES »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'« ASSOCIATION DU CENTRE DES MONEDIERES » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

➤ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

➤ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

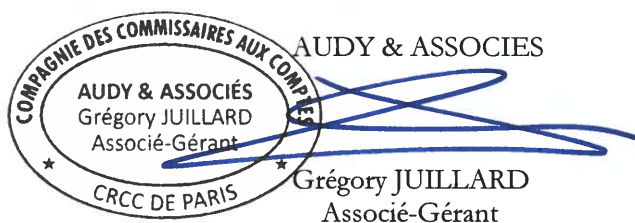
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Ussel,
Le 18 juin 2025

**Pièces jointes :**

- Annexe : « Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »
- Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

CENTRE DES MONEDIERES

REGROUPEMENT

6 AVENUE LEON VACHER

BP 11

19260 - TREIGNAC

Tél : 05 55 98 05 98

Fax :

BILAN COMPTABLE

EXERCICE 2024

A C T I F		Arrêté au 31/12/2024		31/12/2023
		Durée 12 mois		12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs				
Autres Immobilisations incorporelles		12 290,40	-8 383,70	3 906,70
Immobilisations incorporelles en cours				3 072,00
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains		37 220,12	-26 440,57	10 779,55
Constructions		84 801,66	-41 501,60	43 300,06
Installations techniques matériel et outillage		508 473,06	-382 389,91	126 083,15
Autres immobilisations corporelles		1 594 451,42	-1 333 523,89	260 927,53
Immobilisations corporelles en cours		177 807,02		177 807,02
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				80 481,29
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées		847,35		847,35
Autres		4 270,00		4 270,00
TOTAL I		2 420 161,03	-1 792 239,67	627 921,36
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Stocks et en cours		73 181,18		73 181,18
Avances et acomptes versés sur commandes				87 341,88
Avances et acomptes versés sur commandes		2 693,00		2 693,00
Créances				4 178,40
Créances redevables usagers et comptes rattachés		508 936,50		508 936,50
Créances reçues par legs ou donations				577 443,36
Autres		731 725,14		731 725,14
Valeurs mobilières de placement				48 288,64
Valeurs mobilières de placement		25 807,81		25 807,81
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités		3 928 384,62		3 928 384,62
Charges constatées d'avance				2 667 881,72
Charges constatées d'avance		14 176,15		14 176,15
TOTAL III		5 284 904,40		5 284 904,40
Frais d'émission des emprunts				3 421 812,51
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL		7 705 065,43	-1 792 239,67	5 912 825,76
				3 972 850,86

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires	161 470,95	161 470,95	
Fonds propres complémentaires	66 182,00	66 182,00	
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité	2 581 700,03	2 311 736,89	
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 581 700,03	2 311 736,89	
Report à nouveau			
Report à nouveau	64 463,09	97 743,53	
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-10 853,86	11 384,47	
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice	480 811,22	236 682,70	
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)	3 354 627,29	2 873 816,07	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement	14 301,95	15 684,66	
Provisions réglementées			
Provisions réglementées	118 134,63	114 534,63	
	TOTAL I	3 487 063,87	3 004 035,36
Fonds reportés et dédié:			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés	1 010 518,19	298 905,88	
	TOTAL II	1 010 518,19	298 905,88
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
	TOTAL III		
Provisions			
Provisions pour risques	2 144,00	2 144,00	
Provisions pour charges	73 053,82	76 310,01	
	TOTAL IV	75 197,82	78 454,01
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif:			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	760 000,04		
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses	16 823,71	11 340,00	
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 557,52	121 459,66	
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales	433 962,85	444 717,95	
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	4 746,89	9 363,13	
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)	8 954,87	4 574,87	
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
	TOTAL V	1 340 045,88	591 455,61
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
	TOTAL VI		
TOTAL GENERAL		5 912 825,76	3 972 850,86

Compte de résultat

REGROUPEMENT

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	150,00	0,00	135,00	0,00	15,00	11,11
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	29 430,63	0,63	23 895,36	0,55	5 535,27	23,16
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	29 430,63	0,63	23 895,36	0,55	5 535,27	23,16
Concours publics et subvt° exploitation	4 645 595,70	100,00	4 326 105,96	100,00	319 489,74	7,39
Subventions d'exploitation	747 778,00	16,10	49 182,75	1,14	698 595,25	1 420,41
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	5 393 373,70	116,10	4 375 288,71	101,14	1 018 084,99	23,27
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	3 256,19	0,07	16 585,88	0,38	-13 329,69	-80,37
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	19 419,09	0,42	24 372,55	0,56	-4 953,46	-20,32
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	5 445 629,61	117,22	4 440 277,50	102,64	1 005 352,11	22,64
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	395 954,97	8,52	424 364,07	9,81	-28 409,10	-6,69
Variation de stocks	14 160,70	0,30	-11 360,19	-0,26	25 520,89	-224,65
Autres achats et charges externes	756 097,91	16,28	754 378,70	17,44	1 719,21	0,23
Impôts, taxes et versements assimilés	224 389,36	4,83	221 354,43	5,12	3 034,93	1,37
Salaires et traitements	2 070 715,97	44,57	1 999 780,64	46,23	70 935,33	3,55
Charges sociales	708 062,69	15,24	688 788,99	15,92	19 273,70	2,80
Dotations aux amortissements	109 511,59	2,36	106 203,69	2,45	3 307,90	3,11
Autres charges	39 441,25	0,85	41 617,00	0,96	-2 175,75	-5,23
Dotations aux provisions	1 266,57	0,03	11 177,11	0,26	-9 910,54	-88,67
Report en fonds dédiés	710 345,74	15,29	4 604,05	0,11	705 741,69	
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	5 029 946,75	108,27	4 240 908,49	98,03	789 038,26	18,61
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	415 682,86	8,95	199 369,01	4,61	216 313,85	108,50
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	32 562,88	0,70	19 996,38	0,46	12 566,50	62,84
Autres intérêts et produits assimilés	44 862,85	0,97	15 002,62	0,35	29 860,23	199,03
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	77 425,73	1,67	34 999,00	0,81	42 426,73	121,22
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	24 710,38	0,53			24 710,38	
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	24 710,38	0,53			24 710,38	
RESULTATS FINANCIERS	52 715,35	1,13	34 999,00	0,81	17 716,35	50,62
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	468 398,21	10,08	234 368,01	5,42	234 030,20	99,86
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	876,50	0,02	344,89	0,01	531,61	154,14
Sur opération en capital	22 414,16	0,48	7 753,73	0,18	14 660,43	189,08
Reprises/provisions et transfert de char			799,45	0,02	-799,45	-100,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	23 290,66	0,50	8 898,07	0,21	14 392,59	161,75
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	1 297,65	0,03	2 146,33	0,05	-848,68	-39,54
Sur opération en capital			999,07	0,02	-999,07	-100,00
Dotation aux amortissements et aux prov.	3 600,00	0,08	367,98	0,01	3 232,02	878,31
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	4 897,65	0,11	3 513,38	0,08	1 384,27	39,40
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	18 393,01	0,40	5 384,69	0,12	13 008,32	241,58

Compte de résultat

REGROUPEMENT

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	5 980,00	0,13	3 070,00	0,07	2 910,00	94,79
TOTAL VIII	5 980,00	0,13	3 070,00	0,07	2 910,00	94,79
PRODUITS	5 546 346,00	119,39	4 484 174,57	103,65	1 062 171,43	23,69
CHARGES	5 065 534,78	109,04	4 247 491,87	98,18	818 042,91	19,26
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	480 811,22	10,35	236 682,70	5,47	244 128,52	103,15
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de : **5 912 825,76 €**
ainsi qu'au compte de résultat, présenté ici en liste, dont le total des produits est de : **5 546 346,00 €**
et dégageant un excédent de : **480 811,22 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier au 31 décembre

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales et faits significatifs

- Informations générales

La MECS du Centre des Monédières dispose d'un agrément pour une capacité d'accueil mixte de 72 jeunes âgés de 14 à 18 ans. Répondant à une mission de protection de l'enfance, la maison d'enfants s'engage à assurer et organiser la protection physique et morale des mineurs, à opérer un accompagnement tant matériel que moral et éducatif, à organiser le soutien nécessaire à la singularité de chaque situation.

Au regard de la population accueillie, l'accompagnement et le travail éducatif et pédagogique se déclinent en plusieurs axes et sur deux espaces distincts (espace scolaire et espace résidentiel). La prise en charge des jeunes est spécifique sur différents points : accès à la scolarité, accès aux droits et au séjour, suivi médico-social, soutien psychologique adapté au contexte de la migration, recours à la médiation interculturelle et à la connaissance des différentes cultures pour le respect des règles de vie collective. Concernant le volet pédagogique et scolaire, le centre dispose de plusieurs possibilités :

- Le lycée hôtelier agréé pour 33 élèves, il est réservé en priorité aux jeunes pris en charge à la MECS et prépare aux CAP Cuisine et Service en salle. Un restaurant d'application ouvert au public permet aux élèves d'apprendre le métier dans des conditions réelles de travail.

- Une classe UPE2A (unité pédagogique pour élèves allophones arrivants) pour les non-francophones, l'établissement bénéficie d'une convention avec l'Education Nationale concrétisée sous la forme d'une classe d'accueil au collège de TREIGNAC dont la mission principale consiste en l'apprentissage de la langue française (Français Langues Etrangères et Français Langue Seconde). Les jeunes analphabètes y sont pris en charge par un professeur spécialisé. En fin de cycle, les élèves sont orientés vers la formation de leur choix. Un soutien scolaire hebdomadaire est assuré par un enseignant, au Centre des Monédières, en complément du suivi réalisé par les éducateurs.

- Faits significatifs de l'exercice

Les travaux de réaménagement des chambres de la MECS qui devaient débiter en 2024 ont été reportés à janvier 2025. Les frais d'ingénierie relatifs aux études préparatoires à ces travaux sont inscrits en-cours pour un montant de 177 807,02 € au 31/12/2024. Nous avons signé le 15 octobre 2024 une convention avec la Fondation Claude Pompidou qui prévoit une aide financière de 700 000,00 € pour financer les travaux de réaménagement qui n'étaient pas prévu dans le cadre du PPI accordé en 2023 par les autorités de tarification.

2. Informations au titre des principes et méthodes comptables

Les résultats de l'association pour la gestion du CENTRE DES MONEDIERES sont présentés conformément :

- au plan comptable général issu du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), et homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et aux spécificités applicables aux Associations et Fondations prévues par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et homologué par arrêté du 29 décembre 2020,
- au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles conformément à l'arrêté du 15 décembre 2020 applicable à compter de l'exercice 2021.
- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- La continuité de l'exploitation est assurée,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentations des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations Corporelles

L'association a opté pour la mesure de simplification pour les PME concernant les amortissements des biens non décomposables. Les biens non décomposables font l'objet d'un amortissement sur la durée d'usage. Il n'a pas été mis en évidence d'immobilisation décomposable ou la décomposition ne présente pas de caractère significatif.

Les durées et méthode d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

NATURE DES IMMOBILISATIONS	METHODE	DUREE
Logiciels	Linéaire	de 2 à 10 ans
Ouvrages d'Infrastructure	Linéaire	10 à 30 ans
Installation Techniques & Matériel, Outillage	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel de Transport	Linéaire	4 à 6 ans
Matériel de Bureau & Informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 20 ans
Autres Immobilisations	Linéaire	5 à 20 ans

b) Participations, Autres Titres Immobilisés, Valeurs Mobilières de Placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les 25 807,81 € qui apparaissent dans les comptes correspondent au contrat de capitalisation souscrit en 2013. Sa valorisation en fin d'exercice est de 30 831,99 €.

c) Créances & Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

d) Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat.

e) Engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite

La convention collective de l'Association prévoit des indemnités de fin de carrière. L'engagement au 31/12/2024 s'élève à 283 655,40 €. Afin de couvrir ces engagements IFC, 2 contrats d'assurance ont été souscrits, présentant des fonds de 135 642,29 € et de 30 831,99 € au 31/12/2024. Une provision pour risque IFC est également présente dans les comptes pour 62 648,36 €.

L'étude a été réalisée avec les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite à 64 ans,
- taux d'évolution de la masse des salaires 1,26% annuel,
- utilisation d'un taux d'actualisation de 3,50%,
- turn over moyen,
- table de mortalité TH 00-02 hommes / femmes.

f) Provisions pour risques et charges

Suite au contrôle URSSAF qui avait eu lieu fin 2019 sur les comptes des années 2016 à 2018, nous avons maintenu une provision à hauteur de 2 144 € pour couvrir le risque encouru pour l'exercice 2019 estimé à 707 € et par une mise en demeure pour majoration de 1 437 € que nous avons contestée mais pour laquelle nous n'avons pas de réponse officielle.

g) Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS)

En tant qu'organisme du secteur non lucratif, il nous a été accordé un crédit d'impôt de la taxe sur les salaires 2017 et 2018 pour un montant de 72 195,00 €. Nous avons utilisé 3 980 € de ce crédit sur l'exercice 2018 pour financer une partie des honoraires (non budgétisés) de l'architecte qui a réalisé l'étude de faisabilité et le chiffrage des travaux de restructuration nécessaires à l'amélioration des conditions d'hébergement des bénéficiaires de la MECS. Nous avons utilisé 34 939,00 € sur l'exercice 2019 pour financer les deux contrats d'apprentissage. Les autorités de tarification n'ont pas reconduit les 5 321,00 € que nous avions proposés sur l'affectation du résultat 2021 du Lycée Hôtelier car l'exercice était déficitaire. En 2022, nous avons utilisé 8 368,00 € pour financer des formations pour le personnel du service éducatif. Le solde de 19 587,00 € est inscrit en "excédent affecté au financement de mesures d'exploitation" dans la proposition d'affectation du résultat en vue du financement d'autres formations destinés au personnel du service éducatif. Ces fonds n'ont pas été utilisés sur l'exercice.

h) Information dans les principes et méthodes comptables sur les cotisations

Nous avons retenu l'encaissement des cotisations des membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale comme fait générateur de leurs comptabilisations.

3. Informations sur les postes de l'actif du bilan

Etat de l'actif immobilisé

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Valeurs brutes au début de l'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeurs brutes en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 429,20	1 861,20		12 290,40
Logiciels	10 429,20	1 861,20		12 290,40
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 357 573,82	208 664,02	163 484,56	2 402 753,28
des agencements et aménagement des terrains	37 220,12			37 220,12
des constructions sur sol d'autrui	84 801,66			84 801,66
des I. G. A. A. C.				
des installations techniques et matériel d'outillage	505 732,30	8 570,32	5 829,56	508 473,06
des I. G. A. A. divers	971 437,54	34 394,55	70 746,16	935 085,93
des matériels de transport	204 279,66	19 065,24	16 629,00	206 715,90
des matériels de bureau et informatique, mobilier	473 621,25	23 446,03	44 417,69	452 649,59
des autres immobilisations				
des immobilisations en cours	80 481,29	123 187,88	25 862,15	177 807,02
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 824,35	4 943,00	2 650,00	5 117,35
Autres immobilisations financières	2 010,00	4 910,00	2 650,00	4 270,00
Titres de participations	814,35	33,00		847,35
TOTAL GÉNÉRAL	2 370 827,37	215 468,22	166 134,56	2 420 161,03

Etat des amortissements

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	Amortis- sements au début de l'exercice	Augmentation Dotation de l'exercice	Diminution Reprise de l'exercice	Amortis- sements en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 357,20	1 026,50		8 383,70
Logiciels	7 357,20	1 026,50		8 383,70
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 812 431,82	108 485,09	137 060,94	1 783 855,97
des agencements et aménagement des terrains	24 956,29	1 484,28		26 440,57
des constructions sur sol d'autrui	38 170,83	3 330,77		41 501,60
des I. G. A. A. C.				
des installations techniques et matériel d'outillage	352 370,08	35 849,39	5 829,56	382 389,91
des I. G. A. A. divers	830 900,07	30 169,14	70 746,16	790 323,05
des matériels de transport	145 239,53	18 800,51	16 629,00	147 411,04
des matériels de bureau et informatique, mobilier	420 795,02	18 851,00	43 856,22	395 789,80
des autres immobilisations corporelles				
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	1 819 789,02	109 511,59	137 060,94	1 792 239,67

Etat des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de matières premières	2 767,73		2 767,73
Stocks de combustibles (fioul)	34 118,09		34 118,09
Stocks de combustibles (gaz cuisine)	2 913,78		2 913,78
Stocks de produits d'entretien	4 003,98		4 003,98
Stocks de fournitures d'atelier	2 258,84		2 258,84
Stocks de fournitures administratives	2 120,98		2 120,98
Stocks de fournitures scolaires	10 617,30		10 617,30
Stocks d'habillement	4 134,54		4 134,54
Stocks de linge	5 255,50		5 255,50
Stocks d'alimentation	4 990,44		4 990,44
TOTAL DES STOCKS	73 181,18		73 181,18

Comptes	Etat des produits à recevoir	Montants
418000	Redevables, produits à recevoir	
428700	Personnel, produits à recevoir	358,56
438700	Organismes sociaux, produits à recevoir	20 619,70
448700	Etat, produits à recevoir	3 930,47
468700	Divers, produits à recevoir	704 829,62
518700	Intérêts courus à recevoir	17 456,77
	Total des Produits à Recevoir	747 195,12

4. Informations sur les postes du passif du bilan

Tableau sur les fonds propres

Les fonds associatifs ont été reclassés selon les normes comptables prévues au règlement n° 2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
Première situation nette établie	30 918,34				30 918,34
Fonds statutaires (à subdiviser en fonction des statuts)	130 552,61				130 552,61
Autres fonds associatifs sans droit de reprise	66 182,00				66 182,00
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE					
RESERVES					
Excédents et réserves affectés à l'investissement	216 404,34				216 404,34
Excédents et réserves affectés à l'investissement (Section Form)	135 984,52				135 984,52
Excédents affectés à la couverture du BFR	86 726,03				86 726,03
Réserves de compensation des déficits	216 326,73	156 348,68			372 675,41
Réserves de compensation des charges d'amortissements	1 656 295,27	113 614,46			1 769 909,73
REPORT A NOUVEAU					
Report à nouveau (gestion non contrôlée - solde créditeur)	12 989,02				12 989,02
Report à nouveau hors activité médico-sociale (solde créditeur)	74 370,04				74 370,04
Report à nouveau (gestion non contrôlée - solde débiteur)	-1 000,00	-11 042,11			-12 042,11
Dépenses pour congés payés	-48 938,80	-20 300,00			-69 238,80
Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs	-9 263,73				-9 263,73
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE DONT RESULTAT DES ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO-SOCIALES SOUS GESTION CONTROLEE					
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (solde créditeur)	20 000,00	51 000,00			71 000,00
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (solde débiteur)		-48 938,33			-48 938,33
RAN affectés au financement de mesures d'exploitation	49 587,00	-4 000,00			45 587,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	236 682,70	-236 682,70	480 811,22		480 811,22
SITUATION NETTE	2 873 816,07		480 811,22		3 354 627,29
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	15 684,66		18 447,83	19 830,54	14 301,95
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provision réglementées pour renouvellement des immobilisations					
Réserves des plus values nettes	114 534,63		3 600,00		118 134,63
TOTAL	3 004 035,36		502 859,05	19 830,54	3 487 063,87

Analyse du résultat

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	480 811,22	236 682,70
Reprise du résultat antérieur		20 000,00
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	480 811,22	256 682,70
dont résultat effectif sous gestion propre	150,00	-11 042,11
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	480 661,22	267 724,81

Etat des provisions

ÉTAT DES PROVISIONS	Provisions au début de l'exercice	Augmentation Dotation de l'exercice	Diminution Reprise de l'exercice	Provisions en fin d'exercice
Pour Risques				
Litiges				
Pour Charges				
Sociales et ficales	3 778,00			3 778,00
Autres	3 000,00			3 000,00
Grosses Réparations	5 771,46			5 771,46
Pour pensions et obligations similaires	65 904,55		3 256,19	62 648,36
Réglementées				
Provision réglementée pour renouvellement des immobilisations				
Provision réglementée afférentes aux plus-values nettes d'actif	114 534,63	3 600,00		118 134,63
TOTAL I	192 988,64	3 600,00	3 256,19	193 332,45
Pour Dépréciations				
Immobilisations Corporelles				
Organismes payeurs et autres débiteurs				
Valeurs Mobilières de Placement				
TOTAL II				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	192 988,64	3 600,00	3 256,19	193 332,45

Etat des fonds dédiés à l'exploitation

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subvention d'exploitation	2 498,36					2 498,36	2 498,36
Création postes éducatifs	2 498,36					2 498,36	2 498,36
Autre projet ou catégorie de projet							
Contributions financières d'autres organismes	32 227,16	1 266,57				33 493,73	33 493,73
Financement de poste admin.	32 227,16	1 266,57				33 493,73	33 493,73
Autre projet ou catégorie de projet							

Parmi ces fonds, 2 498,36 € proviennent des contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS.

Etat des fonds dédiés à l'investissement

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subvention d'investissement	264 180,36	10 345,74				274 526,10	274 526,10
Travaux de restructuration de la MECS (Chambres individuelles)	264 180,36	10 345,74				274 526,10	274 526,10
Autre projet ou catégorie de projet							
Contributions financières d'autres organismes		700 000,00				700 000,00	700 000,00
Création postes éducatifs							
Travaux de restructuration de la MECS (Chambres individuelles) Part F.C.P.		700 000,00				700 000,00	700 000,00

Ces fonds proviennent des contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS pour un montant de 274 526,10 € et de la Fondation Claude Pompidou pour un montant de 700 000,00 €.

Comptes	Etat des charges à payer	Montants
408100	Fournisseurs, factures non parvenues	36 450,50
408400	Fournisseurs d'immobilisations, factures non parvenues	
428200	Congés Payés	171 961,00
428600	Personnel, autres charges à payer	1 514,80
438200	Charges Sociales sur congés payés	59 510,00
438600	Organismes sociaux - Charges à payer	1 102,06
448200	Charges Fiscales sur congés payés	15 956,00
448600	Etat, charges à payer	37 048,95
468600	Divers, autres charges à payer	
	Total des Charges à Payer	323 543,31

5. Échéances des créances et des dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant Brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	5 117,35	1 210,00	3 907,35
Autres Titres Immobilisés	847,35		847,35
Prêts			
Autres	4 270,00	1 210,00	3 060,00
ACTIF CIRCULANT	1 240 661,64	1 240 661,64	
Organismes Payeurs et autres	508 936,50	508 936,50	
Personnel et organismes sociaux et fiscaux	26 607,45	26 607,45	
Autres Créances	705 117,69	705 117,69	
TOTAL DES CRÉANCES	1 245 778,99	1 241 871,64	3 907,35

ÉTAT DES DETTES	Montant Brut	Dont à moins d'un an	Échéances entre 1 et 5 ans	Dont à plus de 5 ans
Emprunts auprès des Ets de crédit	760 000,04	53 333,28	213 333,12	493 333,64
Emprunts et Dettes financières diverses	16 823,71	5 873,71	10 950,00	
Dettes Fournisseurs & Comptes rattachés	115 557,52	115 557,52		
Dettes Fiscales & Sociales	433 962,85	433 962,85		
Dettes sur Immobilisations & Comptes rattachés	4 746,89	4 746,89		
Autres Dettes	8 954,87	8 954,87		
TOTAL DES DETTES	580 045,84	569 095,84	10 950,00	

6. Charges et produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles proviennent essentiellement d'un vol qui a été commis sur l'internat, dans le coffre du groupe B1G, pour un montant de 840,91 €. Nous avons également remboursé 327,08 € à une salarié qui avait subie une dégradation sur son véhicule personnel utilisé dans le cadre professionnel.

Des produits exceptionnels ont été dégagés par la vente de petit matériel pour 3600 €, la régularisation d'une caution pour l'appartement d'un jeune ayant quitté l'établissement pour 296,40 € et du versement tardif d'une allocation de stage (P.F.M.P) d'un jeune ayant quitté l'établissement pour 190 €.

7. Charges et produits constatés d'avances

486000	Charges constatées d'avance	14 176,15
487000	Produits constatés d'avance	

8. Informations sur le résultat

Montant des produits de tiers financeurs	MONTANT
Produits de la tarification	
Départements	4 645 595,70
Subventions d'exploitation	
Départements	
Régions	47 778,00
Contribution financière aut. organismes (Fondation Claude Pompidou)	700 000,00
Divers (dont subventions pour les contrats aidés..)	
TOTAL	5 393 373,70

Les produits des tarifications sont classés dans le compte "73332 - Prix de journée secteur protection de l'enfance" conformément au PCG applicable.

9. Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Les travaux de la MECS ont débuté le 6 janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 25 mois réalisés en 3 phases pour un coût final estimé à 2 362 717,42 € (dont 36 537,56 € d'assurances).

Etat des engagements

Engagements reçus	Valeurs comptable au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs comptable à la fin de l'exercice
Ouverture de crédit au C.A.C.F. indemnités de fin de carrière et de licenciement auprès de l'AG2R	163 892,39	2 581,89		166 474,28
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	163 892,39	2 581,89		166 474,28

Engagements donnés	Montant Brut
Valorisation du passif social relatif aux indemnités de départ à la retraite (Charges sociales et fiscales patronales incluses).	283 655,40
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	283 655,40

Rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et salariés
(Article 20 de la loi du 23 mai 2006)

6411	Rémunérations brutes et avantages en nature	169 079,45
------	---	------------

Effectifs au 31 décembre 2024 :

Catégories	En nombre			En E.T.P.		
	C.D.I.	C.D.D.	Total	C.D.I.	C.D.D.	Total
Cadres	6,00		6,00	5,50		5,50
Non Cadres :	60,00	3,00	63,00	57,94	1,59	59,53
Total	66,00	3,00	69,00	63,44	1,59	65,03

Honoraires d'audit légal

- Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge sur l'exercice à ce titre s'élève à 9110,40 €.